

TRIBUNE

HEBDOMADAIRE



DU PARTI

SOCIALISTE

UNIFIÉ

PRIX : 70 centimes

N° 253. — 25 SEPTEMBRE 1965

LA

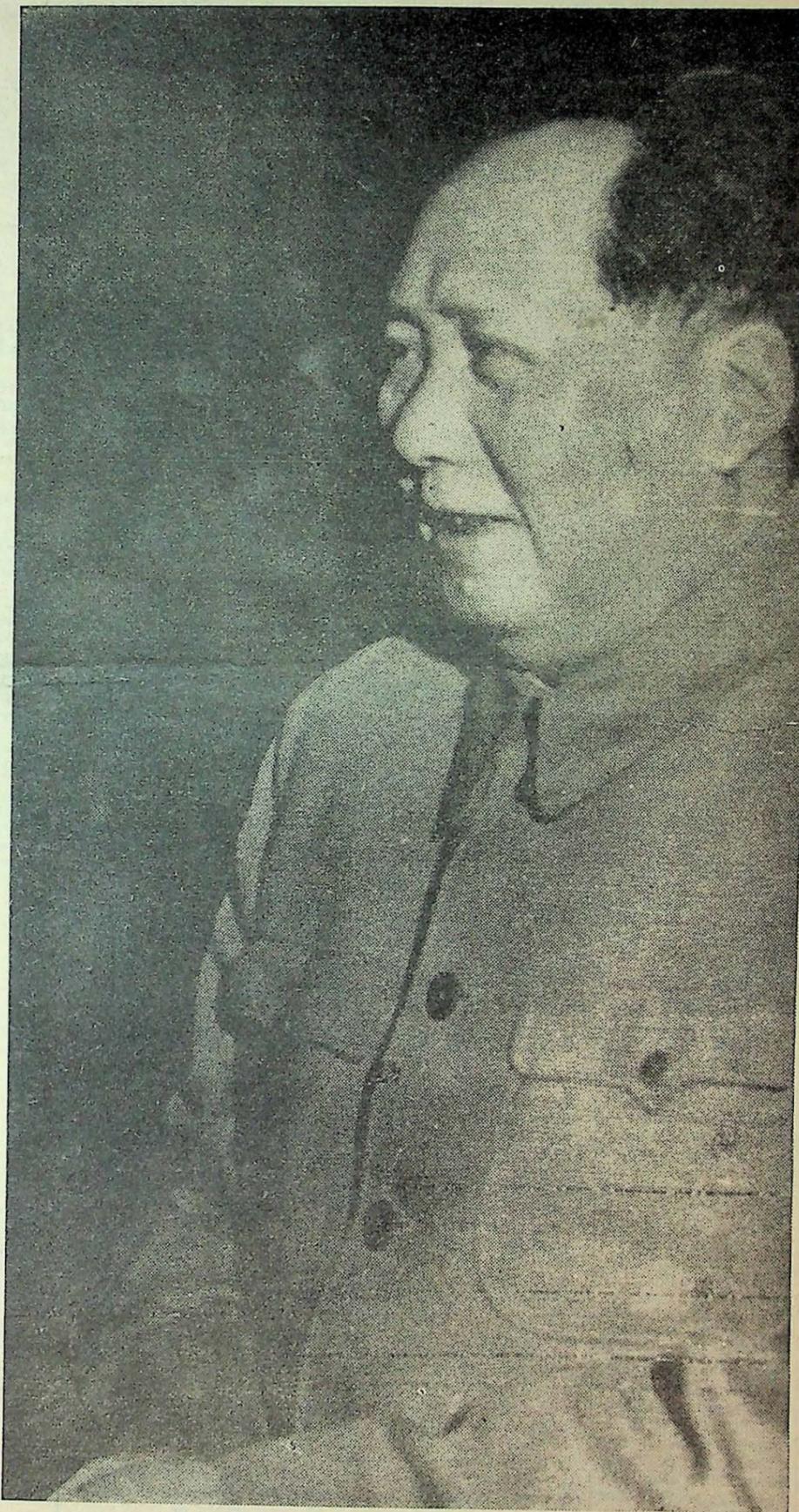
MARÉE

NATIONALISTE

par

Gilles MARTINET

(Page 3.)



(Photo Agip.)

L'ULTIMATUM DE LA CHINE

L'ELECTION PRESIDENTIELLE

Nos informations en page 4

**SOUSCRIPTION POUR LES ELECTIONS
PRESIDENTIELLES**

Réaffirmée par le dernier Comité politique unanime, la position du P.S.U. en faveur d'un candidat unique désigné après accord de toutes les formations de gauche sur un programme discuté en commun est connue de tous.

La décision finale du Parti sera prise par le Conseil national des 16 et 17 octobre qui déterminera, en tout état de cause, comment les forces authentiquement socialistes seront présentes dans la bataille.

Dès maintenant :

AIDEZ LE P.S.U. A FAIRE PREVALOIR LES SOLUTIONS QU'IL PROPOSE.

- Renvoyez les feuilles de souscription déjà remplies.
- Demandez-en de nouvelles.
- Versez votre participation à Mlle Louise Lemee, C.C.P. Paris 164-125.

On nous communique...

Mémoire sur les arrestations d'Alger

La presse a fait savoir, la semaine passée, l'arrestation de sept Français travaillant en Algérie, soit au titre de la coopération technique française, soit au titre de contractuels (coopérants non gouvernementaux). Deux nouvelles arrestations sont survenues depuis. Les soussignés, qui connaissent parfaitement la plupart des emprisonnés, tiennent à préciser les faits suivants, qui se sont trouvés plus ou moins inexactement rapportés ou sont demeurés dans l'ombre.

Roger Poirier, membre du bureau de l'Association de solidarité franco-algérienne.

Michel Lequenne, signataire du manifeste des 121, ex-membre du C.P.N. du P.S.U., membre de l'A.S.F.A.

Les faits connus

Le premier arrêté semble avoir été J.-Y. Le Goff, le 28 août. Puis Albert Roux (30 août au plus tard). Simone Minguet et Pierre Meyers ont été arrêtés le jeudi 2 septembre, à 23 h. 30. M. Mazière, M. Laks et J.-L. Goidoue ont vraisemblablement été arrêtés entre ces deux dernières dates.

J.-Y. Le Goff a été arrêté en même temps qu'un Algérien qu'il avait hébergé une nuit. Il semble bien que ce soit tout ce qu'on ait à lui reprocher comme « collusion avec l'opposition » et que le dossier soit encore plus vide pour les autres. N'a-t-on pas retenu comme pièce à conviction contre Albert Roux la découverte, sur le mur

de son appartement, d'un drapeau cubain déployé à côté d'un drapeau algérien, encadrant un portrait de Fidel Castro, et qui servaient d'éléments de décoration. Au moins, l'un des emprisonnés a subi des sévices graves au cours de son interrogatoire. Les autorités françaises ne peuvent ignorer. Cependant, elles ont multiplié les déclarations lénifiantes dans le même temps où elles déclaraient ne pas mettre en doute des accusations dont aucune preuve ne lui était donnée et sans qu'aucun fonctionnaire de l'am-

bassade n'ait pu s'entretenir avec les emprisonnés. De même, les autorités françaises ne semblent pas avoir exigé que soient respectés les délais de garde à vue largement dépassés pour la plupart des intéressés que leurs avocats n'ont pu rencontrer quand leurs familles (toujours prévenues par voies privées) ont pu faire appel à l'un d'eux.

Des avocats ont été saisis et M^r Jouffa, du barreau de Paris, va incessamment se rendre à Alger.

Le Bureau national du P.S.U., dès qu'a été annoncée l'arrestation d'Albert Roux et de plusieurs autres militants anticolonialistes, dont certains appartiennent au P.S.U., a adressé à Cherif Belkacem, secrétaire du F.L.N., et à l'ambassadeur en France, le télégramme suivant : « Apprenons avec émotion l'arrestation notre camarade Albert Roux. Souhaitons recevoir informations votre part. Vous rappelons attitude engagée et courageuse notre camarade pendant et après la guerre d'Algérie. »

Constatant que huit jours après son envoi, ce télégramme n'avait fait l'objet de la moindre réponse, le Bureau national a décidé de le publier. Ayant pendant des années dénoncé des procédés révoltants lorsqu'ils étaient employés à l'égard des militants algériens, le P.S.U. déplore profondément de les voir employés aujourd'hui par ceux qui en ont souffert.

**LES ENSEIGNEMENTS
DU XII^e ARRONDISSEMENT**

Péniblement, besogneusement, le ministre de la police a donc réussi à hisser son poulain 89 voix au-dessus de la majorité absolue et 32 voix au-dessus du quart des inscrits. La marge était si courte qu'il fallut, à plusieurs reprises, vérifier les chiffres et ce n'est que fort tard dans la nuit que ceux-ci devinrent officiels. On en fut quitte pour décommander l'arrivée triomphale du ministre à la mairie du 12^e, initialement prévue pour 22 heures et remplacée par quelques congratulations privées largement après minuit. Il avait fallu deux tours, en 1962, pour faire passer Frey avec 55,8 % des votants ; par suite du grand nombre des abstentions, un seul tour aura suffi en 1965, mais avec 50,3 % des voix.

Et pourtant, rien n'avait été négligé de ce que Servan-Schreiber appelle avec cynisme le « travail d'une équipe loyale et efficace ». Pour ne plus affronter les réunions houleuses de 1962, dans lesquelles l'homme de Charonne avait été conquis et traité d'assassin, l'U.N.R. décida de n'en tenir aucune. En revanche, l'importance des forces policières — « Nous avons beaucoup plus de monde à notre disposition dans une partielle que dans une élection générale », reconnaissait le commissaire central du 12^e — permit d'utiliser ces auxiliaires du candidat pour lacérer ou recouvrir les affiches de l'opposition, pour employer les écoutes téléphoniques à pister et arrêter les militants de gauche. La télévision présenta à plusieurs reprises l'image du candidat ministre tandis que consigne était donnée aux postes de radio d'éviter toute tribune de discussion qui permettrait aux opposants de s'exprimer. Ainsi rien n'a été négligé de ce qui constitue les attributs d'une candidature officielle ; eu égard aux moyens mis en œuvre, on peut apprécier à quelle hauteur vole le gaullisme 65.

Un meilleur résultat pouvait-il être obtenu ? C'est l'évidence. Un mois avant l'élection, le P.S.U. s'était adressé au parti communiste et à la S.F.I.O. pour leur proposer que, dès

le premier tour, les organisations démocratiques et socialistes désignent un candidat unique et élaborent un programme conforme aux intérêts des travailleurs. La S.F.I.O. n'a jamais répondu et le parti communiste a répondu en présentant unilatéralement la candidature d'André Wurmser. L'Humanité reprenait alors la vieille formule suivant laquelle au premier tour on se compte et au second on s'unit. Les faits viennent d'apporter un cinglant démenti à cette stratégie périmée. Personne ne peut, aujourd'hui, douter que si un candidat unique avait opposé au candidat gaulliste les solutions de la gauche rassemblée, les quelques dizaines d'électeurs qui ont manqué pour mettre Frey en ballottage auraient répondu à l'appel au lieu de s'abstenir. Combien faudra-t-il d'expérience de ce genre pour que soit enfin admise la leçon du bon sens ?

Le parti communiste a consolidé des positions déjà fortes, puisqu'il passe de 20,3 % en 1962 à 23,3 %. Le P.S.U. affirme les siennes autour de son candidat Jean Poperen, qui passe de 6,9 % à 8,5 %, malgré les difficultés que suscite une élection partielle pour tout jeune parti ; particulièrement intéressants sont les résultats enregistrés dans les grands immeubles locatifs récemment construits du quartier Lamoricière.

Reste à se demander ce que sont devenues les voix « petite fédération » de la S.F.I.O., du parti radical et de l'U.D.S.R. Le Populaire des 21-22 septembre reconnaît qu'elles ne se sont pas portées sur le candidat P.S.U., malgré l'appel lancé en sa faveur par les directions fédérales de ces organisations. Ont-elles grossi les suffrages du « centriste » Dides ou le nombre des abstentionnistes ? On est, en tout cas, fondé, comme l'éditorialiste du Monde, à s'interroger sur « l'audience dont disposent actuellement ces trois formations dans un arrondissement où la S.F.I.O. obtenait, il y a sept ans, 12 % des suffrages exprimés ».

M. H.

**Déclaration de Jean Poperen à la presse
le 20 septembre 1965**

Le P.S.U., qui fut présent dans cette circonscription pour la première fois en 1962, constate une consolidation de son influence, mais, dans le même temps et comme il fallait le craindre, la gauche désunie n'a pas pu mettre en échec le ministre de l'Intérieur.

Il faut espérer que ceux qui pensent

qu'il convient d'attendre le deuxième tour pour se rassembler en tireront la leçon. En fait, le grand nombre d'abstentions, la progression du candidat fasciste Dides sont d'autres signes du grand désarroi de nombreux citoyens mécontents du régime et auxquels la gauche enfin unie doit offrir sans tarder une politique de rechange.

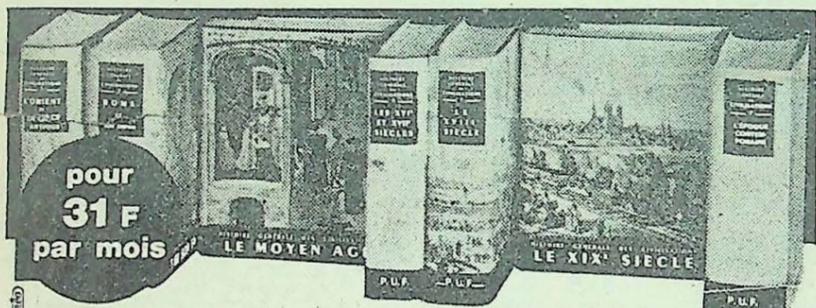
Election cantonale à Maisons-Alfort

Une élection cantonale, à Maisons-Alfort, pour le remplacement, au conseil général de la Seine, de l'U.N.R., aura lieu le 25 septembre 1965.

Le candidat du P.S.U. sera Manuel Bridier.

Grand meeting

Vendredi 24 septembre
Ecole Jules-Ferry (garçons)
218, boulevard Jean-Jaurès
Maisons-Alfort
avec Edouard DEPREUX
et Manuel BRIDIER.



**HISTOIRE GÉNÉRALE
DES CIVILISATIONS**

La critique internationale
La plus belle histoire "humaine" que nous possédions. Mercure de France. Une admirable équipe. Education Nationale. Une réalisation de grand style. Le Parisien Libéré. Un soin qui fait honneur à l'édition française. Le Monde. D'une admirable vigueur scientifique. Il Giornale d'Italia. Un modèle de synthèse. American Historical Review. L'idée française que l'histoire peut être présentée à un public plus vaste que celui des érudits, sans sacrifier la méthode érudite, a rarement trouvé démonstration plus éclatante. Economic History Review. Ces sept volumes magnifiquement illustrés ne doivent manquer à aucune bibliothèque. Die Neue Gesellschaft. La qualité du papier, de la typographie et de l'illustration est pleinement digne du texte. Miroir de l'Histoire.

complète en 7 volumes illustrés

Batailles, traités, biographies royales, grandeur et décadence des Etats, forment la trame de l'Histoire traditionnelle. Mais combien plus passionnante est l'Histoire de l'Homme : décor de la vie quotidienne, progrès des techniques, évolution des idées, des mœurs et des rapports sociaux. Tel est l'objet de l'HISTOIRE GÉNÉRALE DES CIVILISATIONS, publiée par les célèbres PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE, groupant pour cette gigantesque synthèse, sous la direction de l'inspecteur Général Maurice Crouzet, les maîtres les plus éminents de la Sorbonne. Embrassant toutes les sociétés, toutes les époques, cette grande œuvre a la valeur scientifique des meilleures Histoires universelles, mais infiniment plus d'attrait et, indispensable aux professeurs et aux étudiants, elle offre à tous les publics une lecture facile et passionnante. Cet attrait est encore accru par une illustration merveilleusement vivante qui ressuscite à nos yeux le passé (336 planches hors-texte 200 cartes et plans) et par une présentation digne des plus belles bibliothèques : chaque volume 18,5 x 23,5 cm de 600 à 820 pages imprimé sur alfa, est relié pleine toile, fers spéciaux 2 tons sous jaquette en couleurs laquée.

La collection complète des 7 volumes, est encore actuellement offerte par la Librairie PILOTE aux conditions exceptionnelles suivantes : 12 mensualités de 31 F ou 3 versements en 115 F ou 340 F comptant. Elle est expédiée franco de port et d'emballage avec droit de retour. Vous pouvez ainsi recevoir les volumes pour examen et si vous êtes déçu, les renvoyer dans les cinq jours dans leur emballage d'origine. Il n'y a donc pour vous aucun risque à mettre dès aujourd'hui à la poste le bon ci-dessous pour ne pas manquer cette occasion d'embellir votre bibliothèque de cette œuvre magistrale.

BON à adresser à la Librairie PILOTE 30, rue de Grenelle PARIS 7^e
Veuillez m'adresser pour examen l'HISTOIRE GÉNÉRALE DES CIVILISATIONS.
Si je ne vous renvoie pas dans les 5 jours les 7 volumes dans leur emballage d'origine, je vous réglerai 340 F comptant en 3 mensualités de 115 F en 12 mensualités de 31 F.

Nom..... Profession.....
Adresse.....
N° de C.C.P. ou bancaire..... Signature.....

LA MARÉE NATIONALISTE

AVEC la guerre indo-pakistanaise, allons-nous avoir une guerre sino-indienne ?

Nous aurons peut-être cette semaine réponse à cette question. Nous espérons qu'elle sera négative, c'est-à-dire que Pékin retirera son ultimatum. Mais même si cela se produisait, la menace du conflit demeurerait présente. Or ce conflit, ce n'est pas simplement celui du communisme chinois et de la bourgeoisie indienne : c'est celui des deux plus grands Etats du continent asiatique, et son moteur, hé-

tout à la possibilité d'une amélioration du niveau de vie, ces cadres subissent avec de plus en plus d'impatience les libertés que le monde entier prend à l'égard de la grande Union Soviétique. Personne ne tient plus compte des avis de Moscou, personne ne semble plus craindre sa puissance militaire, personne ne considère plus la Russie avec respect. Celle-ci est bafouée en Chine, ignorée au Vietnam, ridiculisée en Roumanie. Cela ne peut plus durer, déclarent de nombreux membres de l'appareil communiste et ils ont déjà

réussi, il faut qu'il soit lié à un grand dessein : celui d'une Europe unifiée, ouverte à toutes les nations qui la composent et acceptant son désengagement à l'égard de tous les blocs militaires.

Qu'on ne nous dise pas qu'un tel objectif est trop ambitieux ou trop lointain. Dans le domaine de la politique internationale, il faut d'une part fixer de grands buts et d'autre part agir en direction de ces buts, à travers les méandres des problèmes quotidiens. L'utopie ici, c'est le moyen terme, c'est



(Photo A.F.P.)

las ! n'est pas la révolution mais le nationalisme.

Que les dirigeants chinois qui se trouvent dans l'incapacité de protéger le Vietnam contre l'agression américaine en viennent à s'allier avec le régime ultra-réactionnaire du Pakistan pour tenter une diversion victorieuse aux Indes, voilà qui révèle le véritable contenu de leur politique : un mélange d'intransigeance révolutionnaire et d'opportunisme chauvin.

Ce type d'opportunisme, reconnaissons-le, n'est pas le seul fait des Chinois. Le monde communiste tout entier est désormais la proie du nationalisme. Il suffit de parcourir les « démocraties populaires » pour se rendre compte à quel point Hongrois, Roumains, Tchèques et Polonais se détestent ou se méprisent. Mais c'est en U.R.S.S. que le mal risque, dans les mois qui viennent, de provoquer les plus redoutables ravages.

Car ici, sentiments d'humiliation et désirs de revanche ne cessent de grandir parmi les cadres du régime. Tandis que la masse du peuple songe avant

découvert un chef, Chelepine, et retrouvé un modèle, Staline. (Ah ! de son temps, dit-on, tout cela ne serait pas arrivé...)

Ce mouvement est d'autant plus inquiétant qu'il reçoit de multiples aliments de l'Occident : le nationalisme nourrit toujours le nationalisme. Il y a d'abord la formidable poussée impérialiste des Etats-Unis, mais il y a aussi le réveil du chauvinisme allemand. Après des années de calme où tout un peuple semblait uniquement préoccupé du souci de sa prospérité, voici que les vieux ferments agitent à nouveau la jeunesse... De Gaulle, semble-t-il, a fourni dans cette affaire l'exemple qu'il ne fallait pas suivre.

C'est devant cette situation que se trouve aujourd'hui placé le socialisme. Le danger d'une guerre mondiale, hier encore invraisemblable, se profile à nouveau. Il ne faut pas attendre qu'il se soit davantage précisé pour réagir. Notre combat doit d'abord être un combat contre le nationalisme : le nôtre et celui des autres pays européens. Et pour que ce combat ait une chance de

la définition trop précise de structures ou d'alliances dont on ne peut encore savoir comment et quand elles seront réalisées.

Telle est la signification du projet de plate-forme que nous avons proposé à l'occasion de la campagne présidentielle. D'un côté, la perspective d'une Europe indépendante et socialiste (par opposition à l'Europe capitaliste et atlantique d'aujourd'hui), et de l'autre côté, inspirées par cette perspective, des prises de position concrètes sur les problèmes les plus brûlants (Marché commun agricole, capitaux américains, plans de développement, etc.).

C'est sur cette plate-forme que devrait pouvoir se retrouver toute la gauche. Là encore, le but ne sera pas atteint du premier coup. Mais nous ne nous découragerons pas pour autant. Le P.S.U. est le parti qui trace la voie par laquelle il faudra un jour ou l'autre passer. S'il renonçait à jouer ce rôle, il ne faillirait pas seulement à sa propre mission, il trahirait tous les espoirs dont le socialisme est toujours porteur.

Gilles Martinet.

CASABLANCA

L'unité arabe jusqu'à quel point et dans quel sens ?

Troisième du genre, le sommet arabe de Casablanca se situe dans un contexte de crise de l'ensemble du tiers monde et également des pays arabes (les deux précédentes rencontres datent de janvier et septembre 1964). Ceux-ci à des titres divers éprouvent actuellement de sérieuses difficultés intérieures qui se répercutent plus ou moins dans leurs relations extérieures. On remarquera, en particulier, l'absence de la Tunisie qui a adopté depuis le printemps dernier une attitude différente des autres, à l'égard du conflit israélo-arabe. Toutefois, après des débuts tendus, les participants surent trouver un ton plus serein où l'on voudra voir une certaine réussite. Mais veut-on dire par là que l'on a voulu et obtenu d'éviter des éclats publics, ou bien que réellement l'unité arabe a fait un pas supplémentaire dans la voie de sa réalisation ? C'est bien à ce niveau qu'il convient de s'interroger, en examinant la conjoncture de plus près, et en tenant compte que l'objectif poursuivi est une œuvre de longue haleine.

• Nasser au centre

En 1961, Casablanca fut le siège d'une conférence célèbre qui donna naissance au groupe de pays du même nom. Hanté par le succès de son défunt père, le roi Hassan II n'a-t-il pas recherché à son tour l'occasion d'un baume aux divers obstacles auxquels se heurte le Maroc ? Les mesures d'un pouvoir renforcé et notamment la nationalisation du commerce extérieur n'ont réussi jusqu'à présent qu'à aggraver la dépression économique ; politique qui provoque l'hostilité aussi bien de la gauche marocaine que des partis conservateurs. Mais le pays qui demeure au centre de la construction arabe, c'est l'Égypte. Depuis quelque temps, les difficultés et les problèmes se multiplient pour Nasser : est-ce le lot naturel dû aux transformations poursuivies dans le pays, ou bien la preuve des insuffisances du pouvoir ? Cependant, en dépit des réserves que peut susciter le régime nassérien, il reste que dans la situation internationale actuelle tout recul de ce régime correspond à un affermissement impérialiste (et réciproquement). L'isolement de l'Égypte s'est encore accru après la chute de Ben Bella et depuis on observe plus nettement diverses tentatives de Nasser pour se sortir des multiples impasses intérieures et extérieures (il y a lieu de souligner l'échec récent et répété du mouvement « nasseriste » en Irak). De toute évidence, le bilan était attendu à Casablanca.

On rappellera la récente rencontre de Djeddah (22 août) où le roi Fayçal et Nasser reconnaissent en quelque sorte le droit à l'autodétermination du Yémen. La solution sera-t-elle menée à terme et la guerre qui dure depuis trois ans cessera-t-elle définitivement ? L'avenir le dira ; mais l'adoption de ce principe correct a tari l'une des sources de la démagogie qui sert habituellement à esquiver les véritables contradictions arabes. De même, le voyage du Raïs à Moscou confirme l'idée d'une certaine orientation « soviétique » de l'Afrique « révolutionnaire » (à mettre sur le même plan que les séjours en U.R.S.S. de Sékou-Touré et Massemba-Débat).

Ce nouveau rapprochement indique un refus implicite des thèses de la diplomatie chinoise (on a noté une diminution des rapports économiques et d'aide technique entre les deux pays). D'où parallèlement, au

niveau des concordances exclusivement diplomatiques, le renforcement d'une sorte d'axe Pékin-Damas-Alger (nouvelle manière). L'entente Le Caire-Moscou se combine, en outre, à une réévaluation des rapports avec les autres grandes puissances. Non seulement l'amélioration des relations avec la diplomatie gaulliste est en passe de se concrétiser, mais on assiste également à un retour discret de la Grande-Bretagne au Moyen-Orient. Il s'agit d'effacer définitivement les mauvais souvenirs de l'expédition de Suez, mais aussi de revoir toute la stratégie britannique en fonction des échecs rencontrés (en Asie, l'indépendance de Singapour, etc.) et des difficultés de la livre... Or il y a un conflit entre Londres et les pays arabes au sujet de la « Fédération d'Arabie du Sud » (qui com-



Un « frère » manquait à l'appel : Bourguiba... (Photo A.F.P.)

prend Aden) et des divers émirats pétroliers le long du golfe Persique. La mission entreprise actuellement par G. Thomson (ministre d'Etat au Foreign Office) permettra-t-elle d'y voir plus clair après l'escala du Caire ?

Par contre, le froid avec les U.S.A. persiste ; et la C.I.A. demeure divisée sur l'appréciation du régime nassérien et sur la tactique à employer à son égard. Enfin, sur le plan intérieur, Nasser rencontre maintes difficultés, illustrées par les récentes manifestations des « Frères Musulmans » (il est encore bien malaisé d'en estimer l'importance). Dans ces conditions, la modération de Nasser à Casablanca était inévitable ; mais cette modération l'emportera-t-elle sur des « associés » beaucoup plus « instables », pas forcément contraints aux mêmes concessions et beaucoup plus proches d'une stratégie « réactionnaire » ?

• Israël et les autres problèmes

Quels sont les principaux résultats du sommet ? La Grande-Bretagne est prête à quitter la base d'Aden en échange de l'abandon par Nasser du soutien qu'il porte au « Front de Libération », l'un des trois mouvements d'indépendance adénis qui vient de relancer ses attentats terroristes. Mais en même temps que cette issue possible, Londres veut faire jouer l'influence des autres pays arabes. Dès lors c'est la mesure exacte de l'influence de Nasser qui est en cause. Sur ce point, la Conférence semble précisément s'en être

tenue à une réaffirmation des principes de solidarité arabe, en rappelant la nécessité d'appliquer les décisions de l'O.N.U. La même impasse se répète dans l'attitude adoptée vis-à-vis des « minorités » dont le sort doit être laissé à la discrétion des gouvernements intéressés (Kurdes en Irak, populations du sud au Soudan). Les limites de la Conférence sont encore plus visibles, lorsque le communiqué final prône l'abandon de toute critique d'un pays arabe vis-à-vis d'un autre. Même si cette ambition « d'union sacrée » demeure utopique, elle traduit assez bien l'« escamotage » des réelles divisions et des réelles contradictions, au nom d'une unité arabe, mythique et destinée en l'occurrence à freiner les poussées révolutionnaires et progressistes.

Il n'est alors pas étonnant que le problème israélien n'ait pas avancé d'un pouce, dans quelque direction que ce soit. « Ni capitulation, ni aventures militaires ». La tendance

parties ? Rien de bien neuf sur le prochain Bandoeng : à l'instigation de l'Égypte, les pays arabes se sont-ils mis secrètement d'accord pour soutenir la participation de l'U.R.S.S. ? Enfin un appel très général à la paix au Cachemire.

• Mythe, mais aussi objectif

Créée en mars 1945, la « Ligue arabe » a quelque peu subi l'érosion du temps, et ne se trouve sans doute plus très bien adaptée aux nouvelles données de ce secteur important du tiers monde. Il ne semble pas que la rencontre de Casablanca soit parvenue à des transformations notables d'un instrument de coopération de plus en plus désuète. On en voudra pour preuve, ce que déclarait le roi Hassan II lors de son discours inaugural : « Qu'en pensent nos peuples ? » Effectivement, c'est bien en définitive la question essentielle. Toutes proportions gardées, l'unité arabe reste aussi complexe et aussi abstraite que la construction européenne. Inscrite également dans le sens de l'« Histoire », elle n'est encore souvent qu'un moyen parmi d'autres, au service de régimes qui reportent les aspirations révolutionnaires de leurs peuples.

Aussi bien notera-t-on les prises de position de Nasser qui mit l'accent sur la globalité et l'universalité des problèmes locaux. Cette rupture avec un certain nationalisme étroit appartient cependant au domaine des principes, et ce d'autant plus que, comme nous l'avons souligné, Casablanca traduit un certain reflux des forces progressistes dans le monde arabe. Sans doute cela ne signifie pas que celles-ci vont se tasser dans le proche avenir ; mais cela signifie que l'unité arabe, conçue dans une optique révolutionnaire, n'est pas encore celle qui prévaut lors des multiples rencontres de dirigeants. Israël, le développement économique et social, le progrès politique, le poids des pays arabes dans les affaires internationales, etc., tout cela exige que l'on tourne le dos aux mythes et que le réalisme l'emporte.

Dans cette perspective, l'unité arabe aura un sens ; mais réciproquement on comprendra qu'un tel objectif serve déjà de point de départ. Encore faut-il être conscient du chemin à parcourir ! Les forces de gauche arabes, actuellement sur la défensive, en sont conscientes. Le jour où elles auront remporté, voire marqué de sérieux points, l'unité arabe sera devenue et deviendra une force débarrassée de toute son ambiguïté.

Claude Glayman.

Pour l'information

Nous signalons à tous nos lecteurs que l'administration de *Tribune socialiste* est en mesure d'adresser, dès maintenant, le texte complet de la plate-forme présidentielle, pour le prix de 0,40 franc l'exemplaire.

Pour la propagande

Des affiches concernant la campagne pour la candidature unique de la gauche (prix 0,15 F l'exemplaire) ainsi que des tracts

de l'Appel aux travailleurs (prix 1 F le cent) sont encore disponibles pour appuyer le travail local des sections.

Il est indispensable que ce matériel, édité par le Parti, soit utilisé au maximum par tous les militants ; c'est une des conditions pour que soit assurée la promotion de nos idées.

Les commandes sont à adresser à : « Tribune Socialiste », administration, 54, boulevard Garibaldi, Paris (15^e). C.C.P. Paris 5826-65.

ANGLETERRE

Les syndicats acceptent la politique des revenus

Alors que le gouvernement Wilson continue à se débattre dans une situation difficile en raison de la crise de la livre et de l'exiguïté de sa majorité parlementaire, il vient néanmoins de remporter un succès en faisant accepter sa politique des revenus par le congrès annuel des Trade Unions réuni à Brighton.

Pourtant, la partie ne semblait pas gagnée à l'avance par la direction du T.U.C. qui, par la voix de Georges Woodcock, secrétaire général, estimait nécessaire de limiter à 3,5 % par an la hausse annuelle des salaires, taux égal à l'augmentation prévue de la production (le programme du Labour prévoyant initialement un taux d'expansion de 4 % par an). En effet, c'est par un strict contrôle des prix et des salaires que le gouvernement britannique espère rétablir l'année prochaine l'équilibre de la balance des comptes.



(Photo A.D.P.)

Franck Cousins
ancien secrétaire général des transporteurs britanniques, actuellement ministre de la Technologie.

Mais une chose est de convaincre les leaders patronaux et ouvriers du bien-fondé de cette politique, autre chose est de la faire accepter par leurs mandats.

Une victoire pour Wilson

Au congrès de Brighton, de grands syndicats s'opposaient au dirigisme des salaires, en particulier celui des transports — dont le secrétaire général, Franck Cousins, est pourtant ministre de la Technologie dans le gouvernement Wilson — et celui du bâtiment qui avait déposé une demande d'augmentation de 10 %. La direction du T.U.C. Pa emporté malgré tout par 5.251.000 mandats contre 3.312.000, en parti-

culier grâce à l'appui du syndicat de la métallurgie (1.000.000 de membres sur 9.000.000).

Même si les préavis pour augmentation de salaire seront soumis au conseil général du T.U.C. — et non pas directement au gouvernement comme le voulait George Brown, ministre des Affaires économiques — il s'agit d'une victoire pour Wilson. Les syndicats ont bel et bien accepté à Brighton le principe d'une politique des revenus. Une telle décision ne pouvait que favoriser l'obtention par le gouvernement travailliste d'un nouveau prêt de 2.000 millions de dollars auprès de la finance internationale.

Le congrès des Trade Unions a procuré à ce même gouvernement d'autres satisfactions en lui votant une motion de soutien et en renonçant à la nationalisation de l'industrie aéronautique (celle de l'acier étant considérée par Wilson comme posant suffisamment de problèmes).

Le congrès a adopté également une motion qui approuve la réduction des dépenses militaires à laquelle ont procédé les travaillistes mais qui ajoute : « Les crédits militaires actuels sont incompatibles avec l'objectif de progrès social et de développement économique que cherche à atteindre le mouvement ouvrier. » A noter cependant que le syndicat des chaudronniers a demandé au gouvernement de prendre des mesures de reconversion, suite à la réduction des dépenses militaires qui risque d'accroître le chômage (celui-ci se développe en particulier dans l'industrie automobile à la suite des mesures de restriction du crédit).

Sur le plan international, le congrès s'est prononcé pour la négociation au Vietnam, mais il s'est abstenu d'exiger, comme le demandaient les employés du cinéma et de la télévision, « le retrait de toutes les forces étrangères qui se trouvent au Vietnam » et de blâmer la politique américaine. Une telle prise de position — ne peut gêner le gouvernement Wilson qui, en raison de la solidarité qui unit la livre et le dollar, ne veut faire nulle peine aux U.S.A.

Une expérience de planification

Au congrès de Brighton, le centre Pa donc emporté contre une gauche qui reproche volontiers au pouvoir actuel de faire une politique « capitaliste » et contre une droite représentée par certains syndicats du secteur tertiaire qui demandaient un relâchement des liens entre les Trade Unions et le parti travailliste.

La victoire du centre pourrait toutefois n'être pas définitive. Il est possible, en effet, que la poursuite de la hausse des prix et la structure très décentralisée des syndicats britanniques viennent remettre en cause, en dépit des résolutions du congrès, la discipline des salaires.

En ce qui concerne le second point, le gouvernement Wilson et les leaders du T.U.C. se montrent très préoccupés par « l'anarchie » qui règne dans le mouvement syndical britannique et par les « grèves sauvages » (fréquentes par exemple chez les dockers). Mais ils se heurtent au corporatisme et au poids des structures existantes.

La difficulté de faire accepter par les syndicats une politique des revenus — autant que celle de canaliser la stabilisation et l'expansion dans un cadre qui demeure capitaliste — constitue un obstacle pour l'expérience de planification lancée par les travaillistes, expérience nouvelle pour la Grande-Bretagne.

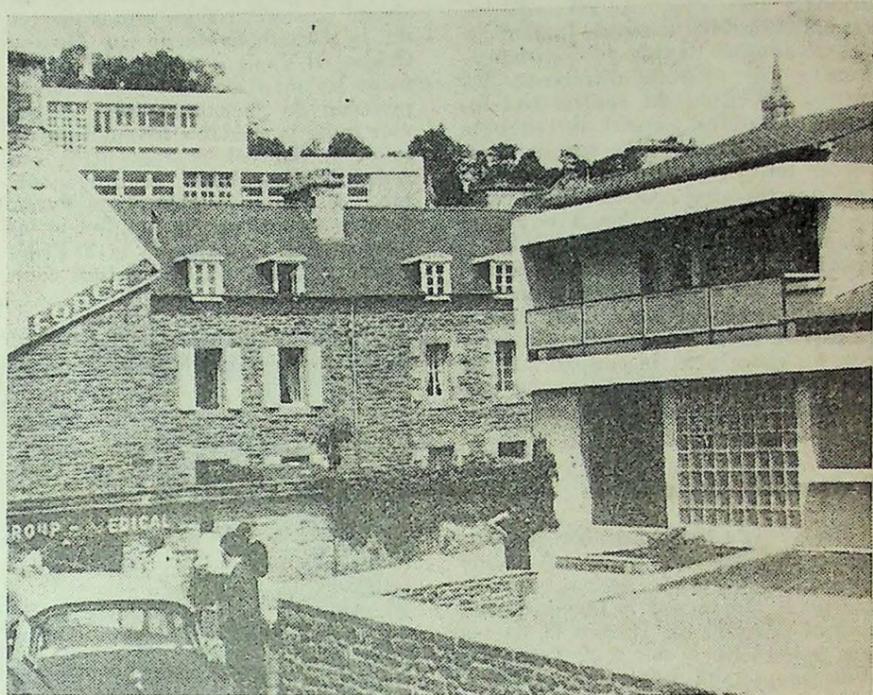
Maurice Combes.

MÉDECINE DE GROUPE AU SERVICE DE L'HOMME

On entend beaucoup parler de médecine de groupe, de cabinets de groupes ; tous ceux qui en parlent savent-ils réellement de quoi il s'agit ? Si une enquête était faite dans le grand public sur la signification de ces termes, elle rapporterait certainement des réponses très différentes : la médecine de groupe étant, pour certains, la cohabitation de plusieurs médecins dans le même local, afin de diminuer les frais généraux ; pour d'autres, un super-dispensaire comportant les appareils les plus modernes ; pour d'autres,

— la continuité des soins (le même praticien assurant les consultations et les visites pour un même malade) ;
— le libre choix du malade ;
— la liaison organisée avec les spécialistes et l'hôpital ;
— la masse commune des honoraires ;
— l'esprit de service de l'homme.

Ces critères permettent de distinguer la M.G. de la simple association (souvent sur un pied d'inégalité) entre deux médecins, du centre de soins ou dispensaire (où



(Photo Tribune.)

La médecine de groupe s'est surtout développée en Bretagne. Ci-dessus : la Maison médicale de Lannion.

peut-être, une meilleure répartition des tâches, des tours de garde, etc., ou une meilleure coordination des soins des différents spécialistes s'occupant du même individu.

Ce petit livre de 190 pages, écrit par un des « pères » de la médecine de groupe, le docteur Armand Vincent, en un style très clair, très simple, compréhensible par tous, arrive à point pour faire le tour de la question et notamment pour délimiter les différentes formes de médecine de groupe d'autres formations médicales avec lesquelles la confusion est possible pour un public non averti. Il doit être lu et médité par tous ceux qui s'intéressent aux problèmes qui sont à la base de l'exercice médical : but et moyens d'une médecine de qualité — rapports des médecins avec les malades — et d'une manière plus générale par tous ceux qui s'intéressent aux problèmes psychologiques, économiques et d'autres natures posés par l'organisation de la santé.

De quoi s'agit-il ?

La M.G. (médecine de groupe) se propose essentiellement d'adapter la médecine pratique aux conditions de vie faites à l'homme et faites aux praticiens par l'évolution de la civilisation contemporaine.

L'auteur distingue onze conditions fondamentales à l'exercice de la M.G. :

- la substitution de la collaboration et de l'entraide à la concurrence ;
- le choix mutuel ;
- le plein temps (parfois sous des formes variées) ;
- la fixité du médecin à son poste ;
- l'échange intellectuel (réunions fréquentes, etc.) ;
- le choix du personnel auxiliaire (dont le rôle technique et psychologique est essentiel) ;

les médecins sont le plus souvent à temps partiel, sans statut précis et sans indépendance vis-à-vis de l'administration qui les emploie, sans participation à la gestion), mais, surtout, ils distinguent la M.G. des entreprises commerciales de médecine, même conventionnée avec la Sécurité sociale, qui, sous des vocables divers (centres, polycliniques, groupes, etc.), n'ont guère comme caractère commun avec la M.G. que l'unité de lieu.

La M.G., qui représente avant tout un état d'esprit et une certaine conception de l'organisation du travail, peut elle-même s'exercer sous différentes formes juridiques :

— la plus simple et la plus timide est la M.G. particulariste (clientèles séparées ; entente pour les gardes, les horaires de consultation, etc.) ; puis vient la M.G. communautaire (partage intégral des bénéfices et des dépenses) et la M.G. coopérative (gestion démocratique par tous les médecins coopérateurs, possibilité de passage de baux de location avec les offices H.L.M.) ;

— la forme la plus complète, qui n'existe encore que sur le papier, est ce que le docteur Vincent appelle la M.G. organisée ; c'est elle qui commencerait actuellement à fonctionner dans la commune d'Ivry si elle ne s'était heurtée au veto formel du ministre Grandval. Rappelons quelques-unes des caractéristiques essentielles de ce projet d'Ivry : perfection technique ; indépendance du médecin garantie par un contrat lui permettant d'examiner longuement ses malades et d'éviter tout travail « à la chaîne » ; coordination, sur le plan local entre la prévention et les soins grâce notamment au développement du secrétariat et à l'institution du « dossier médical personnel et unique » ; recyclage périodique des médecins et du personnel paramédical ; gestion tripartite médecins-municipalité-Sécurité sociale.

JAMAIS PLUS HIROSHIMA !

Nous avons aujourd'hui la certitude que l'offre de reddition japonaise de juin 1945 PRECEDA le double bombardement atomique du Japon. Les 300.000 vies d'Hiroshima et de Nagasaki auraient pu, auraient dû être épargnées ; les survivants mènent une vie lamentable, la leucémie les guette, ils ne se marient pas, craignant d'engendrer des monstres !

CELA NE DOIT PAS SE REPRODUIRE !

Notre ignorance, notre silence, notre abstention seraient criminelles. Lisez les révélations — indispensables à votre action civique — contenues dans « JAMAIS PLUS HIROSHIMA », du Dr R.-C. Vialletel. - En souscription : C. C. P. NANCY 135513 L'exemplaire 1 Fr. - Les 6 pour 5 Fr.

Médecine de la personne et médecine psycho-somatique

Dans tous les cas, l'un des principaux avantages de la M.G. pour le malade est de pouvoir bénéficier de ce que l'auteur appelle « la médecine de la personne », notion très voisine de ce que d'autres appellent médecine psycho-somatique : le médecin, libéré d'un certain nombre d'entraves inhérentes à la médecine individualiste, peut étudier son malade, au-delà des symptômes élémentaires, dans son comportement global, dans l'environnement familial, professionnel, social, qui conditionne la santé et ses altérations.

Nous nous permettrons de résumer une des histoires caractéristiques rapportées à ce sujet par A. Vincent : une jeune vendeuse souffre des troubles les plus divers et consulte successivement un gynécologue, un chirurgien général, un orthopédiste, un gastro-entérologue et un urologue, qui pratiquent une somme importante d'exams. Finalement, le médecin traitant habituel, après plusieurs entretiens prolongés, se rend compte que tous les troubles sont dus à une fatigue pro-

fessionnelle accentuée par différents conflits familiaux. Tout rentre dans l'ordre après un changement de travail, le nouvel emploi étant plus agréable, moins fatigant et permettant un meilleur équilibre familial.

A côté de la médecine de groupe est également étudiée la « médecine d'équipe », qui réunit, pour un exercice professionnel en commun, des médecins de disciplines différentes.

La M.G. s'est surtout développée, jusqu'à présent, en Bretagne et dans l'Ouest.

Médecine de groupe et médecine d'équipe devraient maintenant se développer — malgré beaucoup d'obstacles — dans les nouvelles cités suburbaines.

Bien d'autres thèmes sont encore abordés dans ce livre, parmi lesquels nous citerons celui de la rémunération du médecin.

Au total, il s'agit là d'un livre passionnant, à lire, à faire lire et à discuter.

P. Albucher.

(1) Les Editions Ouvrières, 9,60 F, en dépôt 54, boulevard Garibaldi.

LIVRES

| Peyrefitte... un ennui certain

Pour composer un livre, Roger Peyrefitte a besoin du scandale, comme le grand Audiberti se servait de l'orgie verbale. A chaque nouveau roman ou pseudo-roman, l'auteur des Ambassades attend avec impatience les réactions de ceux qu'il attaque. Une nouvelle fois donc, il y a eu un peu de combat. Avec, et à cause des « Juifs » (1), les Rothschild obtiennent la suppression de... quatre ou cinq lignes. Peyrefitte est sans aucun doute comblé. Il y a eu au moins une réaction, disons... quasi officielle. A cela il faut ajouter le scandale Peyrefitte-Jouhandeau dont s'est fait l'écho Le Nouveau Candide, ce qui ne surprendra personne.

Ce gros volume de 514 pages — à mon humble avis, il y en a 300 de trop — se présente sous la forme d'un « reportage » au pays des juifs, c'est-à-dire partout. Il n'est que de lire la page 5 pour s'en convaincre : depuis de Gaulle jusqu'à Johnson, en passant par Franco, Castro, le comte de Paris, sa femme et la reine d'Angleterre, tout ce beau monde, officiel, doit se souvenir, en la fête de la Circoncision, des ancêtres. On peut alors se demander quels sont ceux de M. Peyrefitte. Mais assez plaisant !

Ce que Peyrefitte a voulu tout d'abord prouver, c'est que personne ne peut dire avec certitude à son voisin de palier, militant d'extrême droite : « Je ne suis pas juif ! ». L'homme de lettres se double ici d'un dangereux philologue. La liste est impressionnante de ces « juifs méconnus ». Cependant, on peut se demander à quoi rime cette sorte d'enquête. En voulant prouver que Dupont, Marigny ou Imbert sont des juifs qui s'ignorent, que cherche l'auteur ? A nous faire admettre que le racisme est sans signification ? Que le juif est un élément essentiel dans l'organisation du monde ? Ce n'est pas parce que j'aurais entendu à longueur de semaine qu'il

faut manger du raisin que je m'y mettrai. N'est-ce pas, plutôt pour frapper le lecteur naïf que Peyrefitte fait s'allonger la liste ? Pour certains, hélas ! trop nombreux, cette « philologie mène au crime », pour reprendre l'expression d'Ionesco dans « La Leçon ». Ce qui pose le grave problème de l'antisémitisme. Si, par malheur, un vent aussi violent que celui venu d'Allemagne se mettait de nouveau à souffler, il ne resterait plus beaucoup de Français sans taches.

On ne peut pas dire, de prime abord, que l'auteur de ce « pavé » soit antisémite. Il est loin de l'avoir été peu déguisé du Jouhandeau de 1939. Certes, Peyrefitte montre à grand renfort de document — tous authentiques — combien les juifs eurent un sort injuste, souffrirent horriblement, furent des hommes de grande valeur. Mais pourquoi avoir voulu les ridiculiser en décrivant de cette manière les milieux religieux, tellement traditionalistes qu'ils en deviennent archaïques ? Cela ressemble trop à ces tribus africaines que découvre d'un œil amusé le mauvais explorateur, celui qui se sent tellement supérieur et qui se professe à l'égard de ces peuplades une dose certaine de mépris : « Qu'ils sont ridicules ! »

Ce qui nuit également beaucoup au tableau, ce qui fausse le jugement, c'est son éternelle préoccupation : la cuisse. Si dans le livre précédent, nous rencontrons de la cuisse et de la pourpre — il s'agit de La Nature du Prince (1) — ici, avec Les Juifs, nous assistons à la revue des prépuces, teintée d'inceste et d'homosexualité. Il est vrai que sans cet appareillage, un livre de Peyrefitte est presque impossible.

On est également frappé — et ceci éclaire beaucoup de plans demeurés dans l'ombre — de ce que la place faite aux théories antisémites soit aussi importante. Il est évident que les bateaux les plus classiques nous sont exposés : cupidité, escroqueries, envahissement. Cela va même jusqu'à la trahison politique. Alors ? me direz-vous... Alors ? c'est simple.

M. Peyrefitte n'est pas franc. Il trompe tout le monde. Il ne joue pas le jeu — Va-t-il jamais joué ? La « consécration de sa vie à la vérité », chère à Jean-Jacques Rousseau, est une imposture. Sur tout cet univers plane un doute qui étouffe le lecteur, même le plus impartial. Ce qui étouffe également, c'est l'avalanche de pages. Il y en a 300 de trop, disais-je. Hélas ! oui. Vouloir trop prouver amène à l'opposé de ce que

l'on escompte. De plus — et c'est plus grave pour M. Peyrefitte — c'est trop souvent mal écrit. Quelle lourdeur ! On sent trop l'artifice, la perche tendue, à peine déguisée. Il est vrai que le rat de bibliothèque a toujours beaucoup à ajouter. Il ne subsiste plus rien de ce qui fit l'attrait des premiers livres. Je le remarquais déjà à la lecture de cette Nature du Prince. Ici, c'est pire. L'avantage du précédent est qu'il n'a que 200 pages. Nous en sommes là !

Et pourtant, quel beau livre aurait pu être écrit sur ce sujet, même romancé ! Il n'est que de se reporter quelques années en arrière pour retrouver d'excellents romans traitant du même problème. Rappelez-vous le soufre, la sincérité, le goût du bien dire des Eaux mêlées, d'ailleurs prix Goncourt 1955. Roger Ikor faisait dire au vieux Yankel : « Si j'aime les juifs, ce n'est pas parce que j'en suis un. Non ! Je n'ai pas l'esprit si mesquin... Mais je connais bien les juifs — Vous entendez, monsieur Peyrefitte ? — Ils ne sont pas méchants, c'est pour ça que je les aime. On trouve parmi nous des voleurs, des escrocs, toutes sortes de sales types, comme partout : les hommes sont tous les mêmes — c'est moi qui souligne — non ? Mais pas d'assassins, non, il n'y a pas d'assassins chez nous... Le juif sait le prix de la souffrance, il sait que rien ne la rachète. La souffrance endurée est endurée. Irré-

parable. Alors, qu'est-ce que vous nous voulez ? Pourquoi nous martyrisez-vous ? »

N'en apprend-on pas plus dans ces quelques lignes qu'en lisant les 500 pages de M. Peyrefitte ? Reprenez donc le livre de Roger Ikor. Certainement, vous serez de mon avis (2).

Un mot encore. Je sais bien que ce que nous pouvons écrire ne fait nullement baisser le tirage d'un livre écrit par un auteur « à la mode ». Je ne le désire pas, d'ailleurs, pour l'auteur. Il faut bien que chacun puisse vendre sa soupe. Mais je tiens à signaler à l'attention de mes lecteurs la parution d'un petit livre de grande valeur, sur lequel je reviendrai : « Fin du Peuple Juif ? » de Georges Friedmann (3). Comme celui d'Ikor, mais dans le cadre d'une étude sociologique, il est l'expression d'un homme sincère, qui a pris conscience du judaïsme, du fait de l'existence d'une société israélienne.

Pour ce qui est du bouquin de Peyrefitte, lisez-le si vous en avez le temps — car il en prend. Mais le contre-poison est nécessaire. « Le Roger Ikor 1955 » demeure excellent.

Eric Johansson.

(1) Flammarion.
(2) Albin Michel
(3) Gallimard, collection « Idées ».

Les chefs-d'œuvre des EDITIONS SKIRA à la portée de tous

pour 36 F par mois

LA PEINTURE FRANÇAISE DE FOUQUET AU XIX^e SIÈCLE

L'éloge des impressions suisses n'est plus à faire ni surtout celui des célèbres Editions SKIRA dont le nom est synonyme d'exactitude scrupuleuse et de haute qualité artistique. Or SKIRA vient d'élever, en 3 magnifiques volumes dont le texte est dû à trois éminents spécialistes, un monument à la gloire de la Peinture Française, souvent moins connue — même en France — que la peinture italienne ou hollandaise. Que de révélations contiennent ces luxueux volumes de grand format, (25 x 35), reliés pleine toile sous jaquette en couleurs ! 323 reproductions en couleurs, si parfaites qu'on s'étonne de ne pas sentir sous le doigt le grain de la toile, illuminent cette Histoire de notre peinture, qui réunit enfin des œuvres éparpillées dans les Musées et les collections privées du monde entier, de POUSSIN à CEZANNE et à SEURAT, de la modération frémissante des primitifs au triomphe de la lumière : l'impressionnisme.

Vous en jugerez vous-même en demandant à la Librairie PILOTE, 22, rue de Grenelle, de vous envoyer une documentation gratuite ou mieux, les volumes eux-mêmes, pour examen, franco avec droit de retour dans les cinq jours. Vous ne courrez ainsi aucun risque et vous serez sûr, en mettant dès aujourd'hui à la poste le bon ci-dessous, de bénéficier des conditions exceptionnelles que peut vous garantir pendant 15 jours la Librairie PILOTE en vous offrant l'ensemble des trois volumes contre 12 mensualités de 36 F (ou 3 de 135 F, ou 396 F comptant).

L'ENTHOUSIASME DE LA PRESSE
La plus belle histoire de la peinture française... il faut la lire à loisir en admirant à chaque page la qualité des reproductions en couleur... une qualité hors de pair (Ecole Libératrice) - Série magistrale (Information) - Excellentes reproductions (Le Figaro) - Un beau travail (Lettres Françaises) - ...passionnant (Réforme) - ...somp tueusement présenté (Aux Ecoles) - Nous ne pouvons qu'en louer la richesse d'information historique, la clarté et la qualité technique (L'Express) - Illustration très brillante... texte solide (Nouvelles Littéraires) - Skira, "l'Imaginaire" de notre temps (Preuves) - Qualité du texte, beauté des reproductions, cet ouvrage satisfait l'historien de l'art et l'homme de goût (Réforme) - Un enchantement (Connaissance du Monde) etc, etc...

BON à adresser à la Librairie PILOTE, 22, rue de Grenelle, PARIS-7^e 75 9 (valable seulement pour la France Métropolitaine).

Veuillez m'adresser pour examen gratuit LA PEINTURE FRANÇAISE DE SKIRA en trois volumes. Si je ne vous renvoie pas dans les cinq jours les trois volumes dans leur emballage d'origine, je vous réglerai : en 12 mensualités de 36 F, en 3 mensualités de 135 F, comptant : 396 F.

Je préfère que vous m'adressiez seulement une documentation gratuite sans engagement de ma part.

Nom..... Profession.....

Adresse.....

..... Signature.....

N° de C.C.P. ou bancaire.....

PANTHÉON 13, rue Victor-Cousin ODE 15-04

Permanent de 14 h. à 24 h.

UNE FILLE ET DES FUSILS

le mirage des sociaux-démocrates

A la limite, on peut dire qu'avant le scrutin de dimanche, la seule différence qui existait encore entre les leaders des deux grands partis en présence, C.D.U. et S.P.D., étaient leurs voitures. En effet, si M. Erhard visitait ses électeurs en Mercedes 600 Pullman, M. Willy Brandt, lui, se contentait du modèle 300, jugé sans doute plus prolétaire. L'électeur allemand devait être doué d'un sens peu commun de la politique ou bien d'une fidélité sans égal à son parti pour différencier les programmes qu'on lui proposait.

Cette terne campagne électorale ne laissera pas un grand souvenir dans la mémoire de ceux qui la vécurent, et la phrase dont M. Brandt usait souvent en débutant ses réunions la résume fort bien : « Je ne suis pas venu ici pour parler politique... »

De politique, donc, on parla fort peu et fort mal, les accidents de la circulation, les autoroutes, la prospérité et incidemment la réunification, le problème des frontières ou la force atomique constituèrent l'essentiel des discours. Pour le parti au pouvoir, la C.D.U. et son homologue bavaroise la C.S.U., une telle attitude était compréhensible, le meilleur slogan électoral n'est-il pas « Tout va bien grâce à nous ». La personnalité rondouillarde de M. Erhard, son cigare, la prospérité réelle dont jouit l'Allemagne, tout cela mêlé n'incitait pas à soulever les grands problèmes et à passionner la campagne. On remisa à la C.D.U. tout ce qui pouvait amoindrir ce bel optimisme, on oublia l'envers de la médaille, le manque d'énergie flagrant de M. Erhard, la crise du Proche-Orient, l'affaire des anciens combattants, l'épisode comique du tarif des téléphones augmenté et abaissé sans raison apparente. En fait, le chancelier Erhard ressemble un peu à M. Laniel, l'immobilisme est chez lui une politique. Cette politique paisible en apparence risque en fait d'amener des lendemains qui déchantent. Restait à l'opposition socialiste à le montrer.

Willy dans votre moteur

FACE au « lion de caoutchouc », surnom de M. Erhard, les sociaux-démocrates avaient trouvé un slogan astucieux : « Mettez Willy le tigre dans votre moteur ». Hélas ! si le lion était mou, le tigre, lui, s'était transformé en descente de lit et son parti avait soigneusement rangé le chapeau rouge dans une armoire. Les socialistes, depuis 1959, s'embourgeoisèrent d'une manière consciente et organisée sous la coupe de Herbert Wehner, un ancien communiste qui professait que dans l'Allemagne d'après-guerre la S.P.D., si elle voulait franchir le mur des 40 p. cent, devait donner une image sérieuse d'elle-même. Il fallait faire oublier les « rouges » que la C.D.U. vitupérait encore parfois, il ne fallait plus apparaître comme les « Sozi », les enfants de la République de Weimar ; aucune référence au marxisme ne fut tolérée.

« La propriété privée des moyens de production doit être garantie et encouragée, dans la mesure où elle n'entrave pas l'institution d'un ordre social équitable. » Voilà pour les nationalisations.

En politique étrangère, on réclame le retour aux frontières de 1937, mais afin

de ne pas perdre une voix, on laisse planer un silence approbateur quand quelques nationalistes déclarent que l'Allemagne ne réclame pas seulement des territoires à l'Est. On critique M. Erhard parce qu'il se permet quelques libertés de paroles avec les Américains, qui sont toujours, selon la S.P.D., les « alliés indispensables de notre pays ». Si bien que l'on arrive à ce paradoxe : un parti socialiste soutenant encore plus fermement que la C.D.U. les aventures américaines au Vietnam, à St-Domingue et à Cuba. Ne parlons pas de la bombe atomique, chacun des deux partis s'ingéniant à convaincre les Américains de leur laisser des responsabilités en ce domaine.

Jusqu'ici, les élections qui s'étaient déroulées avaient donné raison à M. Wehner. Le S.P.D. progressait, l'opération semblait bonne. Les millions de voix que représentent en Allemagne les classes moyennes et la petite bourgeoisie, ceux

gain de 11 voix, n'ont donc pas dominé M. Erhard. Leur mirage s'éloigne.

M. Brandt devra rendre des comptes et jouer sa place de président car les socialistes sincères l'accusent d'avoir dénaturé le parti à des fins purement électorales. Ces élections ont montré que si l'opportunisme et la démagogie pouvaient faire gagner quelques centaines de milliers de voix, cela n'était pas suffisant pour emporter la majorité.

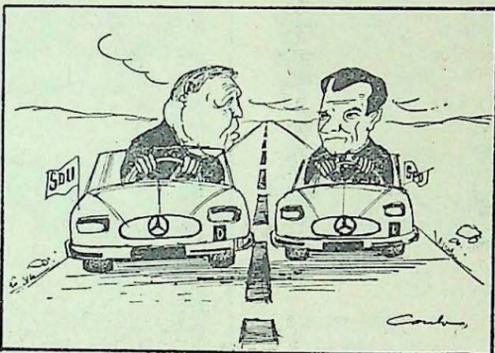
Cantonné dans l'opposition pendant 4 ans encore, le S.P.D. ne pourra, sous peine de reculer encore, se contenter de ce programme fantôme, volé au parti de M. Erhard, il faudra bien sortir des généralités, des revendications mineures, et aborder les vrais problèmes ; il semble improbable que l'équipe actuelle du S.P.D. soit de taille à assumer cette tâche.

L'avenir

QUANT à M. Erhard qui a frôlé la majorité absolue, il devra rapidement trouver une solution aux problèmes des alliances. Si quelques hommes politiques ont pensé, au moment où l'on croyait à une poussée socialiste, faire un gouvernement de coalition chrétiens-socialistes, il semble que l'avance confortable de la C.D.U. exclut cette hypothèse pourtant commode, pour faire endosser aux amis de Willy Brandt une part de responsabilité dans les mesures peu populaires que le gouvernement va devoir prendre durant ces quatre ans. Reste l'alliance avec les libéraux, qui représentent encore, malgré des pertes sévères, 49 sièges au Bundestag ; on en reviendrait au précédent gouvernement, à un détail près, et ce détail a de l'importance. M. Strauss, leader de l'aile bavaroise de la C.D.U., veut redevenir ministre à la place de M. Schroeder. M. Strauss représente 49 voix, mais les libéraux, eux, qui ne veulent pas en entendre parler, soutiennent M. Schroeder — 49 contre 49. M. Erhard va devoir pour une fois trancher nettement. Il devra d'ailleurs au cours de cette législature faire preuve de plus d'initiative qu'il n'en a montré jusqu'ici. L'Allemagne de l'Ouest se trouve à un tournant de son histoire. Le problème de sa réunification et les positions réalistes que cela suppose, en particulier la reconnaissance de la ligne Oder-Neiss, l'intégration européenne, les problèmes de l'Otan, de la force atomique demandent une autre politique que celle de l'immobilisme et une autre image de chancelier que celle d'un bon mari et grand-père, telle que la campagne électorale nous l'a montrée. Ces élections, ternes s'il en fut dans leur déroulement, ont apporté quelques surprises au moment du dépouillement. Ces surprises étaient pour nous prévisibles, le coup de barre à droite de la Social-Démocratie n'a pas été payant ; espérons que ses dirigeants en tireront les conséquences et sauront apparaître dans quatre ans comme de vrais socialistes se battant avec leur chapeau.

La défaite irrémédiable des partis néonazis d'extrême-droite est aussi un signe encourageant. Malgré la démagogie nationaliste de tous les candidats, l'Allemagne de 1965 n'entend pas la voix des fantômes, mais celle des gens qui lui parlent de prospérité et de tranquillité ; c'est légitime mais non suffisant.

Michel Joch.



qu'on appelle ici les « Spiesser » et dont on dit dans la bonne société qu'ils sentent le chou, semblaient être arrachés à l'union chrétienne démocrate. Pour ces millions de petits employés, de commerçants, de contremaîtres, de cultivateurs, rendus plus aisés grâce au miracle économique et donc à la C.D.U., les socialistes voulaient apparaître aussi sérieux. Même programme donc, mais mieux appliqué.

A la veille du scrutin, les deux partis étaient à égalité dans les sondages d'opinion et l'on prévoyait généralement un tassement de la C.D.U., une forte poussée de la S.P.D. ainsi qu'une baisse des libéraux dont les chiffres de 1961 avaient été grossis par leur surenchère nationaliste au moment de l'affaire de Berlin.

Le mirage

FINALEMENT, à force de leur répéter que la Social-Démocratie était semblable à la démocratie chrétienne et que le programme était le même, seuls les visages changeant, les électeurs allemands se sont dit que l'original valant toujours mieux que l'imitation, ils n'avaient aucune raison de changer de gouvernement.

Le scrutin de dimanche a donné :

245 sièges aux C.D.U. C.S.U. + 1.

202 sièges aux socialistes + 11.

49 sièges aux libéraux — 19.

Les sociaux-démocrates, malgré un